


RAPPORT D'ACTIVITÉS

Du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012



Assemblée Générale Annuelle

Le 28 mai 2012, à 18H30, Auberge de jeunesse
74 chemin du Camping, L'Étang-du-Nord



Le Comité ZIP des Îles a pour mission de favoriser les initiatives de protection, de conservation, de restauration et de mise en valeur du golfe Saint-Laurent, de ses affluents et de son littoral sur l'archipel en assurant la concertation des intervenants de différents secteurs d'activités du milieu.

Rédaction

Yves Martinet, Directeur

Mélanie Poirier, Coordinatrice de projets

Relecture

Lucie d'Amours, Vice-présidente

Catherine Joyal, Secrétaire



Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine

209-330, chemin Principal

Cap-aux-Meules, Qc, G4T 1C9

Téléphone/facsimilé : 418-986-6633

Courriel : direction@zipdesiles.org

Site électronique : <http://www.zipdesiles.org>

© Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine, avril 2012

Sommaire (Table des matières)

Liste et définition des acronymes utilisés dans le texte	3
À propos du Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine	5
L'équipe du Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine.....	6
Les administrateurs	6
Les employés	6
Les affaires « administratives » du Comité ZIP des Îles	7
La gestion de l'organisme.....	7
Nouvelle entente Plan St-Laurent 2011-2026.....	8
Les activités et projets du Comité ZIP des Îles.....	10
La concertation et la représentation	10
Le web et les activités médiatiques.....	11
Les projets menés 2011-2012	12
Projet en cours.....	14
Quelques-unes des activités préconisées en 2012 et en 2013	14

La Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection (Loi sur l'eau) adoptée en juin 2009 par le gouvernement du Québec:

- *Confirme le statut juridique de l'eau comme ressource commune ;*
- *Reconnaît l'unité hydrographique d'intérêt exceptionnel que forme le Saint-Laurent ;*
- *Confirme l'intérêt du Québec pour la mise en place d'une gestion intégrée du Saint-Laurent.*

Liste et définition des acronymes utilisés dans le texte

ACPSÎM-Association des chasseurs et des pêcheurs sportifs des Îles

AGA-Assemblée générale annuelle

AMP-Aire marine protégée

ARUC-DCC-Alliance de Recherche universités-Communautés sur les défis des communautés côtières de l'estuaire et du golfe du St-Laurent

CA-Conseil d'administration

CE-Conseil exécutif

CERMIM-Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes

CGIZC-Comités de gestion intégrée de la zone côtière (bassin aux Huîtres, lagunes de la Grande Entrée et du Havre aux Maisons, baies du Havre aux Basques et du Bassin)

CLD-Centre local de développement des Îles

CREGÎM-Conseil régional de l'environnement Gaspésie-Les Îles

CRÉ-GÎM-Conférence régionale des élus Gaspésie-Les Îles

CRNT-Commission des ressources naturelles et du territoire

CVSGSL-Coalition pour la viabilité du sud du golfe du St-Laurent

EES2-Étude environnementale stratégique au bassin Madeleine (MRNF)

EC-Environnement Canada

FHQE-Fondation Hydro-Québec pour l'environnement

FIRT-Forum intégré des ressources et du territoire aux Îles

GI-Gestion intégrée

GISL-Gestion intégrée du St-Laurent

GIZC-Gestion intégrée de la zone côtière

MAPAQ-Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec

MDDEP-Ministère du Développement durable, de l'Environnement et Parcs du Québec

MDEIE-Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et du Québec

Merinov-Centre d'innovation de l'aquaculture et des pêches du Québec

MRNF-Ministère des Ressources naturelles et de la Faune du Québec

MPO-Pêches et Océans Canada

MSP-Ministère de la Sécurité publique

MTQ-Ministère des Transports du Québec

OGSL-Observatoire global du St-Laurent

PARE-Plan d'action et de réhabilitation écologique

PATP-Plan d'affectation du territoire public

PGIR-Plan gestion intégrée régional

PIC-Programme de financement Interaction communautaire d'EC

PPEEE-Programme de partenariat sur les espèces aquatiques envahissantes d'EC

RMQ-Regroupement des mariculteurs du Québec

RPÉÎM-Regroupement des Pêcheurs d'éperlans des Îles

ROSM-Réseau des observateurs sous-marins

SCÎM-Société de conservation des Îles

SODIM-Société de développement de l'industrie maricole

SSL-Stratégies St-Laurent

TC-Transports Canada

TCR-Table de concertation régionale

UQAR-Université du Québec à Rimouski

Volet II-Programme de mise en valeur du milieu forestier

ZIP-Zone d'intervention prioritaire



La concertation, une activité quotidienne pour le Comité ZIP des Îles !

À propos du Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine



Présentation de l'organisme

Formé en 1998 et incorporé en 1999, le Comité zone d'intervention prioritaire (ZIP) des Îles-de-la-Madeleine est un organisme de concertation en environnement, à but non lucratif (OSBL), faisant partie d'un réseau québécois de 13 ZIP's situés le long du fleuve, de l'estuaire et du golfe St-Laurent. Ce réseau national est chapeauté par Stratégie St-Laurent (SSL) et est rattaché au Plan d'action St-Laurent, supporté par 18 ministères provinciaux et fédéraux, dont les cosignataires sont Développement durable, Environnement et Parcs du Québec (MDDEP) ainsi qu'Environnement Environnement Canada (EC).

Le conseil d'administration (CA) de l'organisme rassemble **14 administrateurs** issus de **12 secteurs** d'activité du milieu: population, santé, tourisme, récréotourisme, aquaculture, pêches, organismes publics et parapublics, agriculture, industries, associations ou clubs intéressés, municipal et environnement. Ce CA multisectoriel constitue maintenant une **table de concertation** reconnue.

Mission et champs d'activité

L'organisme s'implique dans plusieurs dossiers d'actualité, liés notamment aux usages, aux habitats et à la qualité des eaux du golfe, les rives et les plans d'eau intérieurs. Les milieux d'intervention de l'organisme sont les zones côtières, les milieux humides, les plans d'eau, les berges, les cours d'eau et les eaux ceinturant l'archipel dans un rayon d'environ 100km. De pair avec divers acteurs, l'organisme travaille à promouvoir la connaissance du golfe St-Laurent ses affluents et son littoral et à favoriser, par le biais de la concertation, la mise en œuvre

d'initiatives locales en matière de protection, conservation, restauration et mise en valeur de ses ressources et les usages qui leur sont associés.

Entente 2011-2012

Dans le cadre de l'accord de contribution signée avec EC en 2011, les **activités de concertation** de l'organisme visaient cinq principaux « projets », soient 1-Mettre sur pied et coordonner une Table de concertation locale 2-Participer aux activités de concertation au sein d'organisations locales, régionales, provinciales et dans les maritimes 3-Participer aux activités de concertation et d'échanges avec les acteurs du milieu, 4- Mieux connaître pour mieux protéger le St-Laurent et 5-Actualiser nos enjeux.

La gestion intégrée; une conviction

En 2000, le Comité ZIP a contribué à la mise en place et la coordination de cinq initiatives volontaires de gestion intégrée liées à chacun des majeurs plans d'eau intérieurs de l'archipel. Cette forme adaptée de gestion intégrée de la zone côtière (GIZC) visait à favoriser l'utilisation durable des ressources et du territoire par la protection et la mise en valeur de la zone côtière, en respect des valeurs collectives et culturelles, suivant le principe d'un développement durable. L'acquisition et la diffusion de connaissances, la sensibilisation et la résolution de conflits d'usages, représentent tous des aspects primordiaux des activités réalisées.

Au fil du temps, la nécessité de telles démarches participatives a été démontrée. La **participation citoyenne** représente un atout majeur dans les processus de concertation et de réalisation d'activité, puisqu'elle favorise d'emblée une **responsabilisation citoyenne**. Cette implication tisse au fil du temps un partenariat étroit et complémentaire avec les instances municipales, ministérielles et autres. Ces partenariats contribuent ultimement au développement harmonieux des activités dans le milieu, tant entre elles qu'avec l'environnement.

L'équipe du Comité ZIP des Îles-de-la-Madeleine

Les administrateurs

- ✓ **M. Anatole Chiasson** (CE) – Président, Secteur Associations et clubs intéressés;
- ✓ **Mme Lucie d'Amours** (CE) – Vice-présidente, Secteur Population;
- ✓ **Mme Marie-Claude Miousse** (CE) – Trésorière, Secteur Public et parapublic;
- ✓ **Mme Catherine Joyal** (CE) – Secrétaire, Secteur Environnement;
- ✓ **Mme Dominic Cyr** (CE) – Administratrice, Secteur Population;
- ✓ **Mme Lise Arsenault** (CE) – Administratrice, Secteur Tourisme;
- ✓ **M. Gaston Bourque** – Administrateur, Secteur Santé;
- ✓ **M. Louis Fournier** – Administrateur, Secteur Industriel;
- ✓ **Mme Denyse Hébert**, Administratrice – Secteur Aquaculture;
- ✓ **Mme Éleine Richard** – Administratrice, Secteur Agriculture;
- ✓ **M. Frédéric Côté** – Administrateur, Secteur Récréotourisme;
- ✓ **Mme Marie Landry** – Administratrice, Secteur Municipal;
- ✓ **Mme Danielle Giroux** – Administratrice, Secteur dévolu à l'organisme Attention Fragiles;
- ✓ **M. Dany Bourgeois** – Administrateur, Secteur Pêches;
- ✓ **M. Gaston Lapierre** – *Membre de soutien*;
- ✓ **M. Léopold Lapierre** – *Membre de soutien*.

Poste en élection en 2012 et rééligible

Les employés

- ✓ **M. Yves Martinet**, directeur (annuel)
- ✓ **Mme Mélanie Poirier**, coordonnatrice de projets (annuelle).
- ✓ **Mme Lysandre-G. Solomon**, chargée du projet «Amélioration de l'habitat pour les huîtres aux Îles», elle a aussi débuté la prise en charge du projet «Prévenir l'introduction des espèces marines envahissantes aux Îles : importance du partenariat local», pour mandat global de 17 semaines.
- ✓ **Mme Sophie Boudreau**, chargée du projet «Prévenir l'introduction des espèces marines envahissantes aux Îles: importance du partenariat local», mandat de 23 semaines.
- ✓ **Mme Alice Pierre**, chargée du projet «Mise en valeur des accès menant aux plans d'eau intérieurs des Îles-Phase III », mandat de 26 semaines.
- ✓ **M. Luc Longuépée**, technicien du projet «Mise en valeur des accès menant aux plans d'eau intérieurs des Îles-Phase III », mandat de 18 semaines.
- ✓ **M. Bruno Savary**, chargé du projet «Un coup de pouce aux cours d'eau !», mandat de 30 semaines, dont 3 semaines de suivi en juin 2012.
- ✓ **Mme Natalia Porowska**, technicienne du projet «Un coup de pouce aux cours d'eau!», mandat de 12 semaines.
- ✓ **M. Jean-Charles Fleurent**, chargé du projet «Bancs d'essai dans une optique de gestion intégrée face aux enjeux liés à l'érosion côtière». Mandat de 25 semaines qui a débuté le 27 février 2012.
- **Mme Michèle Rivest** (d'avril à septembre) et **Mme Véronique Chevrier** (depuis septembre 2011), Service de Tenue de livres;
- **M. Stéphane Lapierre**, Expert-comptable de la firme Cyr, Landry & Lapierre.

Les affaires « administratives » du Comité ZIP des Îles

La gestion de l'organisme

Le CA renforce son aspect multisectoriel pour faire une véritable **Table de concertation locale** ! Depuis le printemps 2010, le CA a œuvré à consolider son aspect multisectoriel en axant ses actions sur la concertation entre les administrateurs. Ainsi, en mai 2011 les règlements généraux de l'organisme ont été actualisés afin de déployer l'accent sur la représentativité du CA, résultant ainsi une Table de concertation en remplacement du terme CA. Les bases d'un plan d'action et de concertation, tel qu'exigé dans l'accord de contribution signée avec EC, ont été établies. Cet outil évolutif permet notamment de consolider la vision de l'organisme et suivre les activités de la Table via divers indicateurs. En novembre dernier, 21 administrateurs et employés ont pris part à une conférence tenue par M. Émilien Pelletier de l'ISMER-UQAR. Cette activité s'inscrivait dans la démarche d'information visée par les administrateurs de l'organisme. Notons que les sujets couverts par M. Pelletier traitaient de l'EES2 en cours, la biodiversité et la qualité d'eaux du St-Laurent et que durant sa présence dans l'archipel, il accepta d'offrir une conférence aux étudiants du Campus des Îles ainsi qu'une conférence publique.

Cette table a suscité **sept rencontres** (16 juin, 16 juin, 1^{er} et 30 novembre 2011, 19 janvier, 8 et 23 février 2012), auxquelles ont assisté une moyenne de plus de 13 personnes. Elles ont permis de traiter de divers sujets dont: la gouvernance de l'eau aux Îles et au Québec, la GISL, les AMNC, le nouveau Plan d'action St-Laurent, la biodiversité (projet de compensation du MPO, huîtres, habitat du poisson), les hydrocarbures en mer et terrestre, la gestion des ressources halieutiques (examen stratégique et coupure du poste de biologiste des Îles au MPO, implications communautaires, services à la

communauté) et la concertation à l'échelle locale.

Le Conseil Exécutif (CE)

En continuum avec la démarche visant à optimiser les activités de concertation à même les administrateurs, un mandat administratif a été consolidé au CE, formé de cinq administrateurs. Celui-ci a pour principal mandat de supporter la direction dans la gestion de l'organisme en respect avec les orientations ciblées par la Table de concertation. Ces orientations sont issues des priorités du Plan d'action du St-Laurent (2011-2016) et du Plan d'Action et de Réhabilitation Écologique (PARE) des Îles-de-la-Madeleine. Durant la dernière année, le CE s'est réuni à trois reprises (18 mai, 22 juillet et le 9 septembre 2011). En plus de participer à ces rencontres, les administrateurs ont également pris part à l'AGA du Comité ZIP des Îles qui a eu lieu le 16 juin 2011 et, à diverses autres rencontres dans le milieu. Deux membres de soutien accompagnent également l'organisme dans sa mission et ses activités.

Au cumul, les administrateurs et la direction ont consacré plus de **400 heures de bénévolat** à l'organisme. Merci pour cette implication volontaire au profit du Comité ZIP des Îles et de notre précieux St-Laurent!



©A. Richard

Nouvelle entente Plan St-Laurent 2011-2026

L'avenir des comités ZIP et de SSL passe notamment par la signature, le 29 novembre dernier, de la nouvelle entente Canada-Québec, nommée le **Plan d'action St-Laurent**. En continuum avec les quatre phases antérieures, celle-ci a de particulier son applicabilité pour les 15 prochaines années (**2011-2026**). Ce nouvel accord, auxquels 18 ministères provinciaux et fédéraux participent, cible trois enjeux prioritaires: **la conservation de la biodiversité, la pérennité des usages et l'amélioration de la qualité de l'eau**. Le tout se décline ensuite en une dizaine d'orientations et en 48 projets.



La première phase quinquennale de l'entente prévoit notamment 1) **La reconduction des programmes ZIP et PIC** 2) La réalisation d'**actions conjointes Canada-Québec quant à la protection du St-Laurent** (48 projets sont ciblés) 3) La continuité de travaux sur **l'état du St-Laurent** 4) La réalisation de **modèles prévisionnels** face à des **problématiques environnementales** et 5) La mise en œuvre de la **Gestion intégrée du St-Laurent (GISL)**.

La GISL

Attendue depuis plusieurs années déjà, cette démarche provient de la **Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau du Québec** de 2009, qui visait notamment à renforcer leur protection. Elle repose sur une

implication participative et concertée de la société civile, des usagers et des décideurs publics dans les processus décisionnels, de planification et de mise en œuvre d'activités et de programmes qui touchent le St-Laurent et ses ressources. Elle vise à consolider une gestion intégrée de l'eau, des ressources et des usages sur l'ensemble du territoire québécois afin d'assurer le bien-être des collectivités et un développement durable du St-Laurent. Elle sous-entend l'équité et le respect du rôle des intervenants, de leurs compétences et de leurs capacités respectives ainsi que le respect de la capacité de support de l'écosystème. Elle offre donc la possibilité de mettre en commun ses outils et de faire bénéficier les communautés ainsi que le grand système St-Laurent, des retombées positives générées.

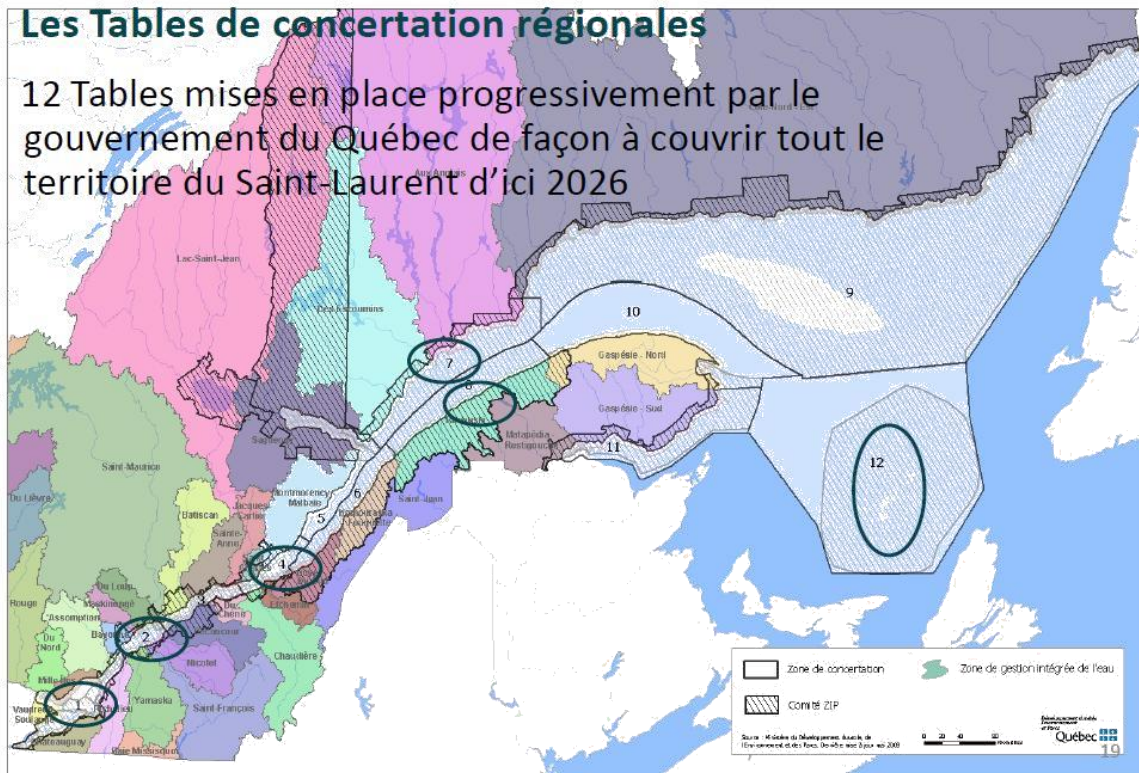
Une rencontre annuelle intitulée « Forum St-Laurent », à laquelle SSL collaborera à l'orchestration, permettra le partage et l'harmonisation des **Tables de concertation régionales (TCR)** mise en place dans le cadre de cette entente.

Les TCR

Entre 2011 et 2026 **douze TCR** seront constituées sur l'ensemble du St-Laurent québécois, dont une aux Îles-de-la-Madeleine. Six le seront de 2011-2016 (Montréal, Lac St-Pierre, Québec, Nord de l'estuaire maritime, Sud de l'estuaire maritime et **Îles-de-la-Madeleine**) et six autres de 2016-2020. Ces TCR permettront aux différents intervenants régionaux concernés par la gestion des ressources et des usages du St-Laurent, d'harmoniser leurs actions par l'élaboration et la mise en œuvre d'un **plan de gestion intégré régional (PGIR)**. Les Comités ZIP, seront étroitement impliqués dans la démarche et seront notamment responsables de concevoir ce PGIR de concert avec la TCR.

Vous pouvez obtenir plus amples informations sur le sujet en visitant le site électronique suivant : www.planstlaurent.qc.ca.

Les zones de concertation du Saint-Laurent



Les investissements gouvernementaux pour la phase 2011-2016 du Plan d'action St-Laurent s'élèvent à 69,6 M\$, dont 20,6 M\$ en provenance du gouvernement du Québec et 49 M\$ de celui du Canada. Dix-huit ministères et agences, dont dix fédéraux et huit provinciaux participent à l'entente :

Canada

Agriculture et agroalimentaire Canada

Agence canadienne d'évaluation
environnementale

Agence de la santé publique du Canada

Agence spatiale canadienne

Environnement Canada

Parcs Canada

Pêches et Océans Canada

Santé Canada

Transports Canada

Travaux publics et services gouvernementaux
Canada

Québec

Ministère des Affaires municipales, des Régions et
de l'Occupation du territoire

Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de
l'Alimentation

Ministère du Développement durable, de
l'Environnement et des Parcs
Ministères des Ressources naturelles et de la faune

Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère du Tourisme
Ministère des Transports

Les activités et projets du Comité ZIP des Îles

La concertation et la représentation

Le Comité ZIP, via notamment la direction de l'organisme, s'implique activement dans plusieurs démarches à l'échelle locale, régionale et nationale. Cette année l'organisme a été présent à plus de **150 rencontres** (concertation, travail, consultation, information, échanges, etc.) en plus d'avoir pris part aux activités associées aux rencontres des commissions (marines et mixte) ainsi qu'à celles tenues par SSL.

Principales implications de l'organisme

*Vice-présidence de la zone marine sur le CA de SSL (www.strategiessl.qc.ca) jusqu'en mai 2011 (Y. Martinet);

*Représentant du siège Environnement de l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine au CA du CREGIM (www.cregim.org), (Y. Martinet);

*Représentant québécois communautaire sur le comité directeur de la CVSGSL (www.coalition-sgsl.ca/f_index.php), (Y. Martinet);

*Mandataire conseil du secteur Environnement au sein de la CRÉ-GIM (<http://www.cre-gim.net/organisation/quest-ce-que-la-cregim/instances/mandataires-conseils.html>), (Y. Martinet, nommé par le GRE);

*Partenaire de Alliance de recherche université-communauté (ARUC-DCC Défis des communautés côtières (www.defisdescommunautescotieres.org/main/fr);

*Administration CA du ROCI (M. Poirier);

*Comité camping sur les terres publiques

*Comité récifs artificiels

*Comité revalorisation sable de dragage

*Table de concertation sur les hydrocarbures;

*Commission des ressources naturelles et du territoire Gaspésie-Les Îles (CRNT)

*FIRT et comité de pilotage du FIRT

*Etc.

Ateliers et formations

*La gestion de l'eau au Québec et son encadrement légal par le service de la gestion intégrée de l'eau du MDDEP

*Ambassadeur du St-Laurent de la fondation David Suzuki

*Santé et sécurité au travail

*Urgence mammifères marins

*Rencontre d'information sur l'OGSL

*Rencontre d'information sur l'agroforesterie et le paysage par le MAPAQ

L'organisme siège à la table de plusieurs comités

*Commissions marine et mixte (marine/eau douce) des comités ZIP

*Comités circulation en milieux sensibles

*Comité technique Érosion des berges

*Comité gestion intégrée des matières résiduelles-mobile et sous-comités

*Commission consultative sur les enjeux énergétiques

*Comités de GIZC

*Comités consultatifs: mollusques, homard, Buccin, poisson de fond du MPO

*Groupe de référence en environnement

Rencontres de nature politique

*Élus municipaux

*Ministre du MDDEP, M. Arcand

*Député provincial M. Chevarie

*Député fédéral M. Toone

*Représentant Bloc Québécois M. Côté

*Représentants locaux et nationaux du MPO

Activités dans le milieu

*Présentation du projet *Huîtres* aux étudiants de l'école Sacré-Cœur de Grande-Entrée

- *Fête champêtre
- *Semaine québécoise réduction de déchets;
- *Les Rendez-vous du Loup Marin
- *Fêtes de la Mer et des Marins
- *Lancement de la Coalition St-Laurent
- *Conférence sur les hydrocarbures de la CVSGSL
- *Conférences de presse (campagne de consultation publique par Gastem, étude d'une aire marine protégée)
- *Conférence réalisée lors d'une formation du CLE-Commission jeunesse Gaspésie les Îles
- *Activités d'échantillonnage de la zostère marine (en milieu scolaire)
- *Conférences de M. Émilien Pelletier-ISMER
- *Forum interprovincial sur les hydrocarbures
- *Forum St-Laurent pour la GISL

- *Comité de sélection pour l'embauche d'une ressource pour la TCH
- *Comité de sélection du Gala Éloïzes de la Chambre des commerces des Îles
- *Consultations du MRNF pour le PATP
- *Consultation de Génivar pour l'EES2
- *Rencontres pour travaux de maîtrise sur la GIZC
- *Rencontre CIRADD, collaboration du campus des Îles
- *Rencontre de Gastem
- *Approche méthodologique Recherches et Outils d'adaptation par Ouranos
- *Symphonie des Grands Lacs par le Secrétariat Internationale de l'eau
- *Etc

*Ateliers Adaptation des collectivités aux changements climatiques par l'AFMFNB



Le web et les activités médiatiques

*Sept activités de mise à jour du site électronique ont été tenues. Le site a été visité **6 271 fois** par l'entremise de **4 026 visiteurs différents**. L'organisme a aussi diffusé diverses informations auprès des autres médias tels que les sites électroniques de SSL du ROSM, etc.

*Dix-huit activités médiatiques ont été tenues sous forme de communiqués de presse, entrevues radiophoniques, articles du journal local, table ronde de discussion radiophonique.

*Un partenariat local a été signé avec Diffusion communautaire des Îles-CFÎM;

D'autres actions

*, Un mémoire a été remis au MRNF, le 16 janvier 2011, dans le cadre de l'EES 2 menée par la firme Génivar, concernant un potentiel développement de la filière hydrocarbures en mer.

* Une lettre a été remise au département de la gestion de l'habitat du poisson du MPO, le 31 janvier 2011, en lien avec des inquiétudes à l'égard du processus d'autorisation des projets de compensation.

*Une autre lettre a été remise au MPO, le 6 mars 2011, en lien avec les coupures effectuées dans l'archipel lors de la démarche d'examen stratégique du ministère.

*Quatre lettres d'appui ont été remises en guise de support à des activités compatibles avec la mission du Comité ZIP des Îles, à la suite de demandes de partenaires du milieu.

Les projets menés 2011-2012

MISE EN VALEUR DES ACCES MENANT AUX PLANS D'EAU DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Mme Alice Pierre, chargée de projet et M. Luc Longuépée, technicien de terrain.

Financement: FHQE, Caisses Desjardins des Îles, Fond régional de développement touristique, CREGIM, Village de l'île du Havre-Aubert, APCSÎM. **Collaboration:** Municipalité des Îles, MDDEP, MPO, CFÎM, RPEÎM, SCÎM, Attention Fragîles, MTQ, Rendez-Vous Aventure, MRNF, CGIZC, Campus des Îles.

Ce projet s'allie aux efforts fournis au cours de la dernière décennie visant à favoriser une conscientisation de la population locale et touristique sur la valeur des milieux naturels aux comportements qui risquent de leur nuire, parmi lesquels la création d'accès multiples et désordonnés. Celui-ci a permis l'aménagement, la restauration et la mise en valeur deux sites au Havre-aux-Basques, sollicités pour diverses activités récréatives. Les travaux ont été réalisés de pair avec des usagers, favorisant ainsi l'harmonisation des usages entre eux et avec l'environnement. Des panneaux d'informations installés sur les deux sites aménagés permettront d'informer les utilisateurs. De plus, de nombreuses activités en milieu scolaire ainsi que des entrevues médiatiques ont été réalisées et ont assuré le rayonnement du projet auprès de la population. Le rapport final et les autres documents produits sont disponibles au bureau du Comité ZIP des Îles.



Aménagement réalisé sur le Havre-aux-Basques, du côté de la Baie de Plaisance.

UN COUP DE POUCE AUX COURS D'EAU !

M. Bruno Savary, chargé de projet et Mme Natalia Porowska, technicienne de terrain.

Financement: EC, MRNF-Volet II. **Collaboration:** Municipalité des Îles, MTQ, MDDEP, MRNF, MPO.

Ce projet vise à poursuivre la démarche entreprise en 2010 afin de préserver l'intégrité des cours d'eau de l'archipel, milieux de grande valeur écologique. Il a permis d'agir directement sur des perturbations anthropiques recensées, permettant ainsi de restaurer une superficie de 796 m² de cours d'eau, rives et secteurs environnants. Aussi, un second volet a permis un travail de prévention, en offrant un transfert de connaissances et un soutien technique aux principaux acteurs qui œuvrent aux abords des cours d'eau. Un atelier formatif, permettant d'offrir une compréhension plus juste des cours d'eau et des façons d'amoindrir les impacts générés lors de travaux, fut élaboré à l'intention de l'équipe des travaux publics de la municipalité des Îles et offert à celle du MTQ ainsi qu'aux entrepreneurs privés. Un carnet de bonnes pratiques, adapté et concis, sera remis aux participants. Quelque cent cours d'eau sillonnent le territoire et offrent de précieux services à l'homme en plus de constituer un habitat pour bon nombre d'espèces. Le rapport final et les autres documents produits sont disponibles au bureau du Comité ZIP des Îles.



Érection de tranchées dans la paroi afin réduire le ruissellement des sédiments dans le cours d'eau.

PRÉVENIR L'INTRODUCTION DES ESPÈCES MARINES ENVAHISSANTES (EE) AUX ÎLES: IMPORTANCE DU PARTENARIAT LOCALE

Mme Sophie Boudreau, chargée de projet en collaboration avec Merinov, a succédé à Mme Lysandre Solomon.

Financement: PPEEE, MAPAQ, MDEIE, SODIM, Desjardins, CLD, CREGIM. **Collaboration:** MPO, ROSM, CVSGSL, Municipalité des Îles, SSL, UQAR, TC, MDDEP, MTQ, RMQ.

Ce projet est une suite des actions menées localement face à la problématique des EE, observées aux Îles depuis le début des années 2000. Deux vecteurs d'introduction potentiels ont été ciblés cette année, soient la navigation par vraquier et le transfert de crustacés vivants en provenance d'ailleurs. Des échanges et sondages ont ainsi permis de documenter ces activités. Un système théorique de filtration d'eau, adapté aux installations locales de vivier, a été conçu par l'embauche d'un consultant. De plus, le projet a permis de renforcer la capacité de détection des EE par les observateurs sous-marins par la réalisation d'une vidéo sur les EE. Cette dernière sera diffusée sur le site du ROSM. Finalement, une stratégie locale d'intervention basée sur la formation d'un comité local d'intervention et un plan d'intervention ont été proposés officiellement aux d'organisations ciblées. Il s'agit là d'un pas de plus dans le processus d'une organisation locale, solide et efficace face à la détection des EE.

*C'est à regret que le Comité ZIP apprenait récemment la fin du Programme fédéral de partenariat sur les EEE (PPEEE).



Botrylloïde violet (*Botrylloides violaceus*).

EFFORTS D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT ET DE RESTAURATION DE LA POPULATION D'HUÎTRES AMÉRICAINES AUX ÎLES

Mme Lysandre Solomon, chargée de projet.

Financement: Mines Seleine via un projet issu de travaux de compensation (35(2)) lié à l'habitat du poisson. **Collaboration :** Membres du comité gestion intégrée du bassin aux Huîtres, MPO.

Dès le printemps 2011, des travaux d'entretien et de suivi ont été menés tels qu'anticipés : nettoyages des structures, retrait des prédateurs en cages, caractérisation du substrat pour la fixation des juvéniles, test de prédation en milieu naturel, etc. Les résultats étant jugés atteints par le MPO, le projet a théoriquement pris fin en juin 2011. Dans l'esprit de poursuivre la démarche entamée au début des années 2000 par le comité de gestion du bassin aux Huîtres, les structures et les organismes ont pu finalement être maintenus en place grâce à la bonne volonté et à l'appui financier de Mines Seleine. Heureux dénouement qu'est la reprise du projet par La Salicorne, permettant ainsi d'éviter le démantèlement du site. Cependant, bien que cette initiative repose sur l'implication bénévole d'usagers de l'est des Îles et qu'elle soit supportée par le Comité ZIP des Îles, des efforts devront être consacrés afin de financer certaines actions nécessaires à la pérennité de la démarche pour les prochaines années, du moins. Dans un horizon de 3 ans, il est prévu que les huîtres soient remises en milieu naturel. L'objectif ultime de ces efforts est de favoriser la pérennité de la ressource huîtres aux Îles et, ultimement de ramener une cueillette artisanale.



Amélioration du substrat par l'ajout de coquilles d'huîtres et de macres Atlantiques.

Projet en cours

BANCS D'ESSAI DANS UNE OPTIQUE DE GESTION INTEGREE FACE AUX ENJEUX LIES A L'EROSION COTIERE

M. Jean-Charles Fleurent, chargé de projet.

Financement : Municipalité des Îles (Pacte rural), Volet II-MRNF, MSP, CRÉ-GIM, Desjardins des Îles. **Collaboration :** Agglomération des Îles, MSP, CERMIM, Laboratoire dynamique et Gestion Intégrée des zones côtières-UQAR, Attention Fragiles, MPO, MTQ, MDDEP, Campus des Îles, ARUC-DCC, CFÎM.

Ce projet, débuté le 27 février dernier, vise à pousser les réflexions et les pistes de solutions permettant d'agir face aux enjeux de l'érosion côtière. Complémentaire aux actions déjà menées localement, l'initiative se base sur celles-ci afin d'étudier des méthodes d'interventions intégrées et écosystémiques qui favoriseraient une gestion durable du littoral. L'adaptation de la communauté face à l'érosion et aux enjeux associés aux changements climatiques pose et posera un défi considérable dans l'avenir. Le développement de techniques de protection qui ne s'opposent pas à la dynamique naturelle s'avère donc une voie nécessaire à mettre de l'avant pour un avenir viable des communautés côtières. Les travaux sont prévus sur trois années successives, dont une d'élaboration et de mise en œuvre des scénarios retenus et deux autres de suivi.



Quelques-unes des activités préconisées en 2012 et en 2013

- ⇒ Réalisation d'un Plan de gestion Intégrée Régional (PGIR), de concert avec la Table de concertation régionale (TCR) à être mise en place aux Îles
- ⇒ Orchestration/participation aux travaux liés à la TCR des Îles
- ⇒ Travaux de suivi liés à l'érosion des berges et aux mesures d'adaptation de la communauté - Phase 2 et 3
- ⇒ Collaboration à d'éventuels travaux de mise en valeur du milieu naturel, des ressources et des usages côtiers de l'archipel (Parc des Buck, projet de développement de la Pointe du Havre-aux-maisons, documentaire sur le St-Laurent par Télé-Québec et le canal Savoir)
- ⇒ Poursuite des travaux de rationalisation et de mise en valeur des accès au St-Laurent
- ⇒ Poursuite des travaux liés à la santé et à l'état des connaissances des milieux naturels (ruisseaux, milieux humides, etc.) et des eaux côtières de l'archipel
- ⇒ Travaux liés à la détection précoce des espèces aquatiques envahissantes aux Îles
- ⇒ Toutes activités ayant trait à la conservation de la biodiversité du St-Laurent, à la pérennité des usages qui y sont pratiqués ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de son eau

Nous profitons de la diffusion de ce rapport annuel pour souligner la participation des nombreux partenaires aux activités de l'organisme, les appuis reçus au cours de nos démarches, essentiels à nos actions ainsi que l'ensemble des belles collaborations qui se sont consolidées ou encore tissées avec vous.

Un immense merci à chacun, précieux partenaire, collaborateur, citoyen, usager, organisme, promoteur, média, instance et ministère, sans qui notre raison d'être en tant qu'organisme n'existerait pas!

Merci et au plaisir de poursuivre sur cette lancée, avec vous.

Anatole Chiasson, Président

Yves Martinet, Directeur

Ainsi que l'ensemble des administrateurs et du personnel de l'équipe du Comité ZIP des Îles.



COMITÉ ZIP DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

209-330, chemin Principal
Cap-aux-Meules (Québec)
G4T 1C9

Tél./fax : (418) 986.6633

Courriel : direction@zipdesiles.org

site électronique : www.zipdesiles.org